

Document 2

Pour l'heure, le secteur agricole représente entre 15 % et 18 % du PIB en fonction des aléas climatiques. Il résorbe 48 % de la demande de la population active. Son impact conditionne l'activité économique. D'une croissance négative de -1 %, le PIB peut passer à 12 % suite à une bonne année agricole. Même les projections économiques se font de plus en plus tenant compte de scénario pessimiste. L'agriculture serait-elle en passe de devenir un plus ? il ne faut pas rêver : c'est un luxe que les autorités ne peuvent pas s'offrir. Bien que le secteur souffre d'une crise chronique, il est là en tant que moteur. Il en résulte que chaque gouvernement se trouve confronté à la tâche colossale de le mettre à niveau. Le secteur recèle des faiblesses qui handicapent son évolution. Sept sur dix exploitations ont moins de cinq hectares et occupent moins du quart de la SAU. Le régime foncier « archaïque et précaire » ne peut être à la base d'un plan de développement, surtout au niveau du financement où les garanties portent souvent sur la valeur de la terre.

Cette situation est aggravée par le morcellement des terres suite à des conflits de succession. Ce qui rend les exploitations économiquement non viables. A cela s'ajoute l'incapacité des autres secteurs (essentiellement industriel) à booster (*) le PIB. Ce tableau négatif ne veut pas dire que le Maroc n'a rien à tirer de ses terres agricoles. Au contraire, ceux mêmes qui défendent l'abandon de certaines cultures comme le blé sous prétexte qu'il revient moins cher à l'importation, reconnaissent que le secteur ne manque pas d'atouts.

Source : *Economie et Entreprise*, n° 36 ; Mars 2002

S.A.U : superficie agricole utile

(*)Booster: propulser

T.A.F

► Sur la base du document et des connaissances acquises, dégager les facteurs qui expliquent la faiblesse du secteur agricole.

► Commenter la phrase soulignée.